Cahiers de Psychologie Politique

N° 29 | 2016
La technique Juillet 2016

La Nation et l’enseignement moral

Célestin BOUGLÉ

Édition électronique :
URL : https://cpp.numerev.com/articles/revue-29/1896-la-nation-et-l-enseignement-moral
DOI : numerev_1078
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 25/07/2016

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : BOUGLÉ, C. (2016) La Nation et l’enseignement moral . *Cahiers de Psychologie Politique*, (29). https://doi.org/10.34745/numerev_1078

Mots-clés :

Toute société suppose un système de valeurs. Les intérêts collectifs se définissent en fonction des croyances. Cela n'est pas vrai seulement des sociétés primitives, mais aussi de la nation moderne, libérale par essence. Laïciser les institutions n'est pas matérialiser les valeurs. Les nations modernes se mettent, elles aussi, au service d'un idéal.

En revient-on ainsi au « patriotisme conditionnel » ? Le polythéisme offre une solution. Déjà, dans les associations partielles on voit les associés viser, en se servant du même moyen, des fins différentes. À plus forte raison la nation apparaît-elle comme le moyen désigné des diverses fins idéales.

Application de ces idées au problème de l'enseignement moral. Le capital commun. Les convergences pratiques. Les vertus qu'on peut rattacher à des principes divergents. Comment l'école laïque peut utiliser à la fois la conjonction et la différenciation des valeurs.

Maintenant que nous avons vu, sur quelques exemples, comment les valeurs se différencient et se conjuguent, nous sommes peut-être mieux à même de comprendre les rapports de la vie des groupes avec la vie morale.

On résume quelquefois les résultats des recherches de la sociologie en disant : « L'intérêt des groupes prime tout. C'est lui qui commande aux individus de faire effort sur eux-mêmes, de se maîtriser, de se sacrifier. Il est la mesure, le commencement et la fin de toute moralité. »

Formule générale à n'accepter que sous réserves. Il faudrait du moins préciser ce qu'on entend par intérêt de groupe. Que la plupart des vertus imposées par la conscience collective aux individus – capacité de se restreindre, esprit de discipline, courage au travail ou courage à la guerre – semblent avoir pour fin de faire durer le groupe, de maintenir la cohésion indispensable à son expansion, d'accord. Et lorsque sa vie est menacée – qu'il s'agisse d'une tribu primitive ou d'une nation moderne – on voit trop bien qu'en face de la société la vie des individus compte peu. La guerre qui vient de finir a renouvelé de façon terrible cette sanglante démonstration.

Est-ce à dire toutefois que le groupe peut commander n’importe quoi, pourvu que

n'importe comment il survive ? Ce n'est pas une vie quelconque que veulent sauvegarder les sociétés humaines. Et lorsqu'on répète qu'avant tout, par les préceptes de la morale elle-même, elles défendent leur intérêt, encore ne faut-il pas prendre cette notion au sens matériel auquel l'utilitarisme économique de nos jours nous a accoutumés. L'intérêt des groupes se spécifie en fonction de certaines valeurs qui s'imposent, elles-mêmes secondées par des croyances collectives.

La chose est particulièrement visible dans les sociétés primitives : par cela même que, comme nous l'avons vu, la religion y domine tout. Et sans doute, sous son manteau auguste, on voit s'agiter des instincts, s'éveiller des curiosités, s'ordonner des activités qu'elle ne crée pas, et qui en grandissant, réduiront son empire. Mais enfin, pendant des siècles, elle garde la haute main. Et son action, génératrice de scrupules, a comme premier résultat de rappeler aux sociétés que tous les moyens ne leur sont pas également bons. D'ailleurs leur principal intérêt ne saurait être d'ordre matériel : la fin suprême n'est-elle pas d'accomplir les volontés des dieux ? C'est la vie des dieux qu'il importe d'entretenir d'abord en entretenant un culte : siège des valeurs supérieures, l'autel demeure le centre organisateur d'une vie spirituelle complexe, qui apparaît comme la condition de la vie sociale.

Mais, qu'adviendra-t-il de ce monde des valeurs si la religion cesse d'être l'ossature de la société ? Or, n’est-ce pas justement le cas pour la nation moderne ? Par définition, la nation moderne est libérale. Laissant les croyances religieuses libres, elle ne fait plus de l'adhésion à une croyance la condition de la nationalité. Elle cherche en dehors des lois confessionnelles le principe des lois civiles. Elle laïcise les institutions.

Cela veut-il dire pour autant qu'elle va matérialiser toutes les valeurs et ne plus chercher d'autre critère du bien que les critères économiques ? Conséquence au plus haut point contestable. Une société ne peut durer que si, sous une forme ou sous une autre elle crée de l'idéal, nécessaire pour stimuler et coordonner les efforts individuels. Que l'idéal collectif ait revêtu d'abord la forme religieuse, cela ne signifie nullement que, ce voile tombé, lui-même s'évanouisse. Les forces qui l'ont fait naître, et qui naissent elles-mêmes du rapprochement des consciences, continuent d'opérer. La nation moderne, elle aussi, se présente à l'amour de ses fils comme gardienne d'un monde de valeurs.

Dans ce monde, sans doute, les valeurs économiques occupent une place, et d'importance croissante. S'il n'est pas vrai que la nation ne soit rien, comme on l'a dit, qu'un système économique destiné à faire vivre une population sur un certain sol, il reste que la « mise en valeur » du sol natal est considérée comme un devoir. L'incorporation du travail des générations, producteur de richesses, dans la terre des ancêtres, est à coup sûr un des éléments du patriotisme. Le fait qu'il s'agit ici d'intérêts collectifs magnifie le labeur journalier, et l'élève au rang des plus hautes vertus. Mais l'horizon des valeurs est plus large. La nation ne borne pas son ambition à faire vivre matériellement, sur un territoire bien aménagé, une population croissante. Le genre de vie lui importe autant que la vie même, l'usage des richesses et des forces non moins que les forces et les richesses. Elle cherche son unité non pas seulement du côté de la

matière, mais du côté de l'esprit. La langue, les lettres, les arts, une certaine façon de concevoir le monde – c'est-à-dire une certaine façon de hiérarchiser les valeurs – deviennent des marques caractéristiques de la nation. Elle met son orgueil à les sauvegarder. Elle entend, par la manière dont elle organise sa vie, faire vivre certaines idées qui deviennent pour elle des forces directrices. Dans la guerre qui vient de déchirer l'Europe, des intérêts économiques étaient sans aucun doute engagés. Mais ce n'étaient pas le fer ou le charbon qui passaient au premier plan des consciences collectives. Chaque nation, pour exciter ses enfants au sacrifice suprême, leur rappelait avant tout sa culture à sauver, et les idées dont elle prétend être la gardienne.

Sa culture seulement ? Le plus souvent on allait plus loin. Chaque nation s'efforçait de démontrer à ses enfants qu'ils partaient pour défendre la civilisation même. Il y a là un tournant qui mérite qu'on s'y arrête. On peut remarquer sur cet exemple que les systèmes de valeurs dont les nations sont les gardiennes ont une tendance à déborder leurs frontières. Vainement nous est-il répété qu'un isolement farouche est la condition de la culture nationale, et que son mot d'ordre doit être : « rester soi-même. » Les interpénétrations sont de règle parce que l'expansion des valeurs est une des tendances de l'histoire. N'a-t-on pas été amené à observer dès les phases primitives que l'aire des civilisations déborde l'enceinte des tribus ? Des us et coutumes, des légendes, des rites deviennent propriété commune de plusieurs groupes. À plus forte raison s'il s'agit de groupes complexes, et unis entre eux par cent formes de commerces, comme sont les nations modernes : ne penser qu'à soi, ne penser que pour soi est désormais un idéal paradoxal, tant il est anachronique. La possibilité d'universaliser devient un des critères de la valeur. Mais cette ambition elle-même ne va pas sans susciter, dans le monde des valeurs, un certain nombre de transformations internes. Si vous voulez que la conception du monde impliquée par vos jugements de valeur ait quelque chance d'attirer les âmes des nations les plus diverses, ne faut-il pas qu'elle soit humaine, en effet, par ses tendances, bâtie sur l'esprit de fraternité et non plus sur l'orgueil, le mépris, l'intolérance, promettant enfin à tous le respect du droit et l’organisation de la justice ? Ainsi s'expliquerait, par le souci d'universalisation lui-même, le caractère rationnel que tendent à revêtir les systèmes de valeurs, et l'effort des cultures pour s'épanouir en civilisation.

Il est d'ailleurs naturel que cette tendance à universaliser s'accompagne d'une tendance à individualiser, et que la personne humaine devienne à son tour l'objet d'un culte. Lorsqu'on cherche à formuler un idéal attirant pour tous, on fait abstraction des différences globales – différences de nations, de races ou de classes – qui séparent les hommes : on ne retient que la qualité qui leur est commune et qui est de constituer une personnalité distincte. Fournir à chacune d'elles les moyens de se développer librement, devient un idéal social impératif.

La complication même de la civilisation n'inspire-t-elle pas l’idée, au surplus, que cette solution par la liberté est la solution la plus opportune ? Nous avons vu que la différenciation des valeurs s'accompagne normalement de la multiplication des groupements partiels, et que, placé au point d'entrecroisements d'un certain nombre de groupements, l'individu se sent par-là incliné et préparé à l'autonomie. Il n'est plus

encadré par la vie, toutes ses tendances canalisées comme par avance. Il peut chercher sa voie, se créer sa synthèse propre, retoucher à sa façon la table des valeurs. Et l'on s'aperçoit que pour l'entretien de la plupart d'entre elles ce libre développement des individus constitue une garantie précieuse.

Pour découvrir, ne faut-il pas que le savant sache penser par lui-même ? Quel meilleur artiste que l'artiste sincère, qui exprime son impression personnelle en face des choses ? Et l'industrie de son côté, que deviendrait-elle sans l'esprit d'initiative et d'invention ? Tous ces chemins conduisent au même rond-point. Ainsi arrive-t-il que l'autonomie de la personne se pose comme une valeur supérieure. Et l'on voit des nations invoquer, comme leur plus beau titre à l'amour de leurs fils, les services qu'elles ont rendus à la cause de l'égale liberté des hommes, les efforts qu'elles ont dépensés pour organiser la société comme si, par des contrats rationnels, ses membres avaient débattu, en effet, les conditions de leur collaboration.

Preuve que l'heure est venue où le groupe, ordonnateur de la vie morale, ne présente plus sa propre vie en soi, sa durée sous une forme quelconque, comme la fin suprême. Il se dépasse lui-même en s'enorgueillissant des valeurs humaines qu'il sert, et dont il n'est plus que le moyen.

Tactique singulièrement dangereuse, dira-t-on. Car la nation qui justifie ainsi le dévouement qu'elle réclame de ses enfants leur fournit du coup le droit de la juger, et de mesurer leur dévouement à la fidélité dont elle fait preuve envers l'idéal qu'elle invoque. Faire redescendre la nation au rang de moyen, c'est l'assimiler à ces groupements partiels, unilatéraux et conventionnels, auxquels on ne participe que par un côté de sa personne, et que l'on quitte dès qu'ils ne paraissent plus répondre à l'objet pour lequel on leur avait donné son adhésion. C'est instaurer un patriotisme « conditionnel », gros de sécessions, briseur de la continuité comme de la solidarité nationales.

Le danger paraîtra moins grand peut-être si l'on envisage, après les dissociations, les conjonctions possibles de valeurs, et si l'on se souvient en particulier de ce que nous avons dit du « polythéisme » : un même moyen pouvant servir à plusieurs fins.

Déjà, lorsqu'il s'agit des sociétés partielles, le polythéisme trouve sa place et joue son rôle, un rôle de mainteneur et de réconciliateur. Les hommes constituent, disions-nous, des sociétés de plus en plus nombreuses en vue de fins déterminées : sociétés commerciales, groupements sportifs, ligues pour l'éducation populaire ou pour l'hygiène publique. Mais ces fins communes n'impliquent pas forcément l'identité totale des mobiles auxquels obéissent les associés. Cette fin commune peut être, par tels d'entre eux, considérée comme un moyen ; et comme le moyen de fins d'ailleurs différentes. On peut souhaiter un loisir prolongé, aux fins de semaine, pour que le travailleur refasse sa santé, pour qu'il élève son âme, pour qu'il jouisse de la vie familiale, pour qu'il participe à la vie civique. Parmi ceux qui collaborent aux campagnes en faveur de la « semaine anglaise », les uns peuvent porter leurs préférences sur telle de ces fins, les autres sur telle autre. Pratiquement, cela ne les empêche pas de collaborer. Et c'est la preuve que

la collaboration n'exclut nullement les différences, même des différences d'idéal.

Il convient sans doute que ces différences n'aillent pas jusqu'à la contradiction : sinon le lien casserait, la collaboration deviendrait impossible, les sécessions se produiraient.

Mais, entre l'unanimité parfaite qui rend les sécessions inconcevables et la diversité exaspérée qui rend impossibles les collaborations, toute une série d'états s'échelonnent, une cohésion relative ne cesse pas d'y subsister ; la multiplicité des effets possibles y est d'un commun accord escomptée. Dans cette longue zone intermédiaire, le polythéisme accomplit son office. Il permet aux groupements d'être moins nombreux que les idées, puisqu'il permet aux individus qui s'inspirent d'idées divergentes de conjuguer leurs efforts. « Chacun son rêve. » Et pourtant les hommes qui mènent ces rêves personnels forment une caravane ; ils marchent du même pas, dans le même sens. Par-dessus tant de principes de différenciation, ils demeurent unis.

Ne pourrait-on, par des remarques du même genre, expliquer comment, en dépit des différences que peuvent présenter les tables de valeurs adoptées par ses membres, persiste l'unité d'une nation ?

Ce qui est vrai, comme par accident, des sociétés partielles, est vrai à plus forte raison, et comme par essence d'une société « totale » complexe et englobante telle que l'est la nation : elle aussi, elle surtout est capable de servir des valeurs variées. Et s'il est dangereux de river en quelque sorte la patrie à un idéal spécial – celui d'un parti, ou d'une église, ou d'une classe – il n'est pas inutile de faire observer que la patrie demeure, en tout état de cause, le moyen commun de fins nombreuses, même assez divergentes.

L'organisation complexe de la nation offre à tous les rêves qui veulent se réaliser d'irremplaçables ressources. Que votre idéal suprême soit la mise en valeur des richesses du globe, la sauvegarde d'une certaine culture intellectuelle, le progrès vers l'égalité sociale, toujours vous aurez à vous appuyer sur le système historique à qui la nation sert de cadre. Libre à vous, sans doute, d'essayer d'incliner ce système dans un sens ou dans l'autre, et d'imprimer telle orientation à ses activités centrales. Sa permanence et sa puissance demeurent, pour vos efforts variés, la condition préalable du succès. Et ainsi ce n'est pas seulement en nous tournant vers le passé, mais en nous tournant vers l'avenir, que nous justifions la patrie. « Fidèle gardienne de nos souvenirs communs », ce n'est pas assez dire : elle est encore l'indispensable ouvrière de nos diverses espérances. La multiplicité des perspectives entrevues derrière elle lui est aussi une auréole.

L'expérience de la guerre n'a-t-elle pas amplement confirmé cette thèse ? Des Français de toutes les « familles spirituelles » sans rien abandonner de leurs croyances différentes, ne se sont-ils pas montrés également ardents à défendre l'indépendance de la grande famille commune ? « Unité d'action, diversité d'explications », observait F. Buisson. Mais cette diversité dans l'unité n'est elle-même possible que si la nation est par excellence le moyen capable de servir à plusieurs fins : le polythéisme vient ici au

secours du patriotisme.

Des considérations du même ordre éclaireront peut-être le débat depuis si longtemps ouvert sur l'enseignement laïc de la morale dans les écoles de la nation.

On explique et on justifie, d'ordinaire, le caractère de cet enseignement en faisant valoir l'antithèse entre morale théorique et morale pratique : celle-ci unissant autant que l'autre divise. Que l'éducateur se borne donc à enseigner les vertus communes, sans souci des théories : il jouera son rôle de mainteneur réconciliant.

Nos remarques sur les conjonctions de valeurs et le polythéisme nous permettent peut-être d'ajouter quelque chose à cette démonstration classique.

Le fait qu'elle allègue est indéniable. Des gens que leurs théories divisent se retrouvent d'accord dans la pratique de la vie. Croyants et incroyants, catholiques, protestants, libres penseurs, blâment avec une même énergie le juge qui se laisse corrompre, le député qui trafique de son mandat, l'officier qui abuse de son pouvoir. Ils sont également empressés à inculquer à leurs enfants l'horreur des mœurs qui favorisent de pareilles vilenies. C'est dire que, séparés par leur métaphysique, ils défendent sur la terre un même système de valeurs. Longtemps tenues dans l'ombre, ces convergences ont été de nos jours mises en pleine lumière. Il n'est plus personne qui les conteste et qui ne pressente la fécondité des conséquences qu'on en peut tirer.

Mais encore en quel sens convient-il d'interpréter ces convergences mêmes ? Que signifient-elles au juste ? Elles se laissent présenter de plus d'une manière.

On dira par exemple : « Si ces hommes que leurs théories devaient diviser trouvent le moyen de s'entendre, c'est la preuve que leurs théories sont bien loin de régner sur leur âme tout entière. En dehors des principes qu'ils invoquent, dans une très large zone où ces principes ne font guère sentir leur influence, un certain nombre de fins pratiques s'imposent à eux. Ils veulent ensemble la prospérité du pays, la santé de la race, l'adoucissement des mœurs. Ces valeurs qu'ils estiment en commun, et que la communauté même de cette estime rehausse, passent au premier plan de leurs consciences rapprochées, et éclipsent le reste. Les principes rentrent dans l'ombre. On oublie ceux-ci, on en fait abstraction pour courir au plus pressé : pour collaborer avec les défenseurs du bien public qui viennent de tous les points de l'horizon moral. »

Au total, ce que prouverait le fait allégué, c'est le peu de poids des théories, et qu'elles sont bien loin – contrairement à l'apparence, ou du moins à l'idée que nous en donne une tradition classique, – de commander la vie morale. La direction comme l'impulsion lui viendraient d'ailleurs.

Accordons qu'il y a beaucoup de vérité dans cette thèse. Un autre fait n'en subsiste pas moins, qui est que nombre d'hommes continuent d'éprouver le besoin de justifier leur conduite, en coordonnant leurs idées autour de quelque principe. La réflexion qui s'applique aux vertus leur demande leurs titres, et en les justifiant les fait passer au

rang de moyens. C'est la fonction des théories que de fixer ces fins supérieures auxquelles les fins pratiques elles-mêmes viendront se subordonner. Apparence si l'on veut : c'est du moins une apparence normale et qui joue son rôle dans l'organisation de la vie intérieure.

Mais alors, si cette méthode fait prime, si le souci des fins supérieures – utilité sociale ou perfectionnement individuel, respect des volontés divines ou accomplissement des vœux de la nature, – reprend la haute main dans les consciences, celles-ci ne vont-elles pas se trouver, à nouveau, irrémédiablement divisées ? Du moins les individus ne pourraient-ils former de groupes, pour l'action morale, qu'avec ceux qui partagent en tout et pour tout leur conception de la vie ?

Ici encore le polythéisme apporte son palliatif. Un même moyen sert à plusieurs fins. Une même valeur morale peut donc se trouver justifiée de points de vue théoriques différents. Probité, loyauté, fidélité à la parole donnée, respect de la vie et de la dignité humaines, autant de vertus qui conservent leur prix au regard de Dieu comme à l'égard de ce bas monde. Le libre-penseur les prône autant que le croyant. La morale du perfectionnement individuel y trouve son compte en même temps que celle de l'intérêt social. Il ne serait donc pas besoin, à tout prendre, de dire à ceux qui se coalisent pour la défense d'une même valeur : « Faites abnégation, ou du moins faites abstraction de vos préférences finales. » Une autre attitude est possible, qui demande un moins grand sacrifice intellectuel et sentimental. « Quelles que soient vos préférences, il y a nombre de vertus qui leur donnent à toutes satisfaction. Il vous est permis, sans que chacun de vous oublie son idéal de derrière la tête, de faire valoir ensemble ce capital commun. »

Nombre de vertus, disons-nous. Non sans doute toutes les vertus. Il ne faut pas soutenir que de principes divergents se laisse déduire jusque dans le détail le même programme pratique. L'exagération serait manifeste, et appellerait des objections trop faciles. Il est vraisemblable par exemple que plus aisément qu'ailleurs, dans une morale suspendue à l'au-delà, les valeurs à base d'ascétisme trouveront leur justification. Une « libre philosophie » réservera une sympathie spéciale aux attitudes qui impliquent l'autonomie de la personnalité. Chacun de ces systèmes a parmi les vertus ses clientes préférées, les plus près de son cœur intellectuel, de son principe central. Ils ne dresseraient donc pas d'eux-mêmes une seule table des valeurs. Il n'en reste pas moins qu'en fait, sur les tables qu'ils dressent, beaucoup d'articles se retrouvent. C'en est assez pour que les adhérents de ces systèmes puissent demeurer des collaborateurs. Le polythéisme, sur ce terrain aussi, contrarie les forces centrifuges, et retient associées les diversités.

Ne pourrait-on dire qu'en ce sens il favorise l'action de l'éducateur laïque ?

La laïcisation de la morale n'est pas seulement, comme on l'indique le plus souvent, un cas particulier de la différenciation des valeurs. Nous avons eu plus d'une fois l'occasion de le rappeler nous-mêmes : si étroitement que paraissent originellement mêlées idées religieuses et pratiques morales, des dissociations s'opèrent, d'un mouvement qui s'accélère avec la complication de la civilisation. Le bien qu'elles font aux hommes, plus

que le plaisir qu'elles font aux dieux, devient la fin des vertus. Des valeurs humaines de plus en plus nombreuses conquièrent ainsi leur autonomie. Il est naturel que dans un pays où la religion n'est plus le principe d'unité, on décide que l'enseignement national insistera sur ces valeurs-là.

Mais en même temps que ce mouvement de différenciation, l'enseignement moral à l'école nationale peut prétendre utiliser le mouvement en sens inverse que nous avons décrit : celui qui pousse à la conjonction des fins. Nombre de vertus, disions-nous, concentrent sur elles les suffrages d'esprits par ailleurs attachés à des principes très différents. L'école nationale donnera à ces esprits toute la satisfaction qu'ils peuvent légitimement réclamer, si elle cultive le champ où ils se rencontrent, à l'intersection de leurs systèmes.

Deux tendances donc, qui viennent de loin, tendance à la différenciation, tendance à la conjonction des valeurs – tendances contraires, en apparence seulement, et en réalité complémentaires – contribuent à expliquer l'orientation que nous nous efforçons actuellement d'imprimer, dans nos écoles, à la vie morale de la nation.

Notre maison d'école se trouve assise au confluent des deux fleuves, dont nous avons, à vol d'oiseau, repéré le cours.